

# En Birmanie, l'Asean au secours de Min Aung Hlaing, chef des putschistes

lundi 26 avril 2021, par [DEBOMY Frédéric](#) (Date de rédaction antérieure : 25 avril 2021).

**Le sommet de l'Asean tenu à Jakarta le 24 avril aboutit au démarrage d'un processus incertain et dangereux de résolution de la crise en Birmanie. Le chef des putschistes seul a pris part à l'élaboration du processus, en l'absence du gouvernement d'unité nationale (NUG) soutenu par la population.**

Que la chose soit volontaire ou non, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) vient certainement de renforcer Min Aung Hlaing, chef de l'armée birmane et premier responsable du putsch du 1<sup>e</sup> février à l'origine de la crise de ces derniers mois en Birmanie. Un sommet impliquant les membres de l'Asean était en effet réuni à Jakarta ce 24 avril pour discuter des possibilités de sortie de crise.

L'Asean a choisi d'y convier Min Aung Hlaing et non le gouvernement d'unité nationale (NUG) constitué le 16 avril et déjà adoubé par la rue birmane. En un moment marqué par un conflit de légitimité entre le Conseil d'administration de l'Etat (SAC), la dernière incarnation politique de l'armée birmane (avec quelques civils en plus), et le NUG, qui mérite véritablement son nom de gouvernement d'unité nationale et bénéficie, seul, du soutien populaire, l'Asean a donc pris le parti de ne tenir aucun compte de ce que veut la population du pays, qui n'estime n'être représentée que par le NUG.

L'argument, certes, pourrait être (et doit être peu ou prou) : il faut bien discuter avec Min Aung Hlaing puisqu'il constitue le principal problème dans ce dossier et demeure puissant du fait de son contrôle de l'armée birmane.

Peut-être Min Aung Hlaing n'a-t-il pas passé à Jakarta un moment agréable. Mais imaginons maintenant que l'Asean, au lieu d'inviter le « meurtrier en chef » [1] de la population birmane (748 personnes auraient été tuées depuis le putsch selon un décompte de l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques daté du 24 avril), y ait convié le NUG : le geste aurait été fort et Min Aung Hlaing aurait pu en être affaibli au sein de l'institution militaire. Il y a tout lieu de craindre que la forme de reconnaissance que vient de lui octroyer l'Asean lui permette au contraire de conserver son autorité sur la hiérarchie de l'armée comme sur les troupes.

Qu'a-t-on gagné en échange ? Un consensus en cinq points a été trouvé au cours du sommet et rendu public. Il y est d'abord fait mention d'un arrêt immédiat des violences, « toutes les parties devant exercer le maximum de retenue ». Le Premier ministre malaisien, Muhyiddin Yassin, précise à ce propos : « On a essayé de ne pas trop accuser sa partie parce qu'on se fiche de qui est la cause [des violences]. »

Il est ensuite question du démarrage d'un « dialogue constructif » visant à trouver une « solution pacifique dans l'intérêt de la population ». La médiation en serait assurée par un envoyé de l'Asean en lien avec son secrétaire général. Cet envoyé devrait pouvoir se rendre en Birmanie pour

s'entretenir avec toutes les parties. Enfin, l'Asean s'occuperait de la fourniture d'assistance humanitaire.

Muhyiddin Yassin en est réjoui : « Cela va au-delà de nos espérances. » Il serait évidemment intéressant d'en savoir plus sur le contenu des discussions et notamment sur les tensions qu'il put y avoir au cours des échanges - ce que Min Aung Hlaing a éventuellement refusé, ce qu'il a accepté sous la pression (si pression il y eut) etc.

A ce stade, nous pouvons déjà observer qu'il n'est fait nulle mention, dans les cinq points du consensus, d'un objectif de retour à un gouvernement civil. En outre, tout reste assez flou et aucun calendrier n'est précisé. Or voici ce qu'est la situation sur le terrain : le choix courageux, par la population birmane, de la désobéissance civile et de la grève générale pour priver Min Aung Hlaing et le SAC de contrôle sur le pays n'est évidemment pas sans effet sur l'économie et l'appauvrissement subséquent de la population. Il est donc impérieux, dans ce contexte, de ne pas permettre à Min Aung Hlaing et au SAC de gagner du temps. De ce point de vue, l'absence de calendrier ne rassure pas.

Il est à craindre que le processus décidé au sommet de Jakarta favorise le scénario espéré par Min Aung Hlaing, qui est celui d'un épuisement de la résistance. On peut en outre se demander si le processus ne dessert pas l'enjeu de reconnaissance du NUG par au moins une partie de la communauté internationale - reconnaissance qui constituerait pour le SAC un début de défaite sérieux - dans la mesure où il existe un risque que toute initiative en ce sens soit gelée dans l'attente des résultats du processus conjointement initié par l'Asean et Min Aung Hlaing.

Et d'autres questions, bien évidemment, se posent, dont celle-ci, évidente : le SAC s'estimant légitime à user de la violence face à des gens qui contestent son règne, le point 1 du consensus, sur l'arrêt des violences, a-t-il une chance d'être respecté dès lors que les manifestations se poursuivent et qu'elles sont dans l'esprit d'un Min Aung Hlaing des actions terroristes nécessitant une réponse létale ? Il semble [2] que dans l'esprit des militaires, des individus défilant par refus du putsch ne soient pas des gens exerçant « le maximum de retenue » et soient dès lors des gens à abattre.

Parler d'une population unie dans le rejet du règne militaire n'a rien, ici, d'un fantasme : lorsque la presque totalité d'un pays s'accorde sur le principe d'une journée de protestation silencieuse où personne ne sortira de chez soi et où tous les commerces seront fermés et que cela se réalise presque parfaitement, cette unité n'est pas le fruit d'une imagination lyrique. De même, lorsque des manifestants, aux quatre coins du pays, investissent l'espace public pour faire savoir que les seules institutions qu'ils reconnaissent sont le comité représentatif du parlement (CRPH) et le NUG, cela mérite d'être entendu. Mais il faut croire que la considération à laquelle ont droit la population et ses représentants s'arrête à la reconnaissance de leur courage face à l'armée. Pour le reste, on pensera à leur place : ils souhaitent que l'on isole Min Aung Hlaing, on leur répondra qu'il ne faut pas « isoler la Birmanie ».

Le processus de l'Asean (et de Min Aung Hlaing) maintenant enclenché, il reste à en espérer quelques fruits. Le pari est ardu : tenter de faire dialoguer une institution - le SAC - qui ne veut pas dialoguer et tue à la place ; plus encore, tenter de faire dialoguer un chef de l'armée qui aurait tout à perdre à l'enclenchement de concessions. L'arrêt des tueries et la fourniture d'assistance humanitaire consisteraient évidemment un soulagement immédiat. Reste à voir ce qu'il en sera de la faisabilité et de la mise en œuvre de ces deux options. Quant à l'objectif de dialogue, ne présuppose-t-il pas l'acceptation tacite d'une continuation du règne militaire, dont les Birmans ne veulent plus ? On traite ici la population comme l'on traiterait des enfants : elle souhaite qu'on l'aide à en finir avec ses oppresseurs, on lui répond, et pas même directement, qu'il faut être raisonnable et qu'elle devrait déjà être heureuse qu'on essaie de l'aider à connaître un règne militaire moins meurtrier et

même un peu ouvert.

Min Aung Hlaing n'est peut-être pas reparti de Jakarta parfaitement à l'aise. Il en revient cependant avec deux gains importants, de légitimité et de temps, dans son combat contre la population du pays. Peut-être assistera-t-on à une situation où son refus de dialoguer – ou de consentir assez au goût de la population et de ses représentants – dans le cadre du processus enclenché par l'Asean finira-t-il par être à son désavantage, un début de solution politique pouvant alors s'esquisser... sans lui. Reste que le temps presse.

**Frédéric Debomy**

---

---

## **P.-S.**

- Mediapart : Le blog de Frédéric Debomy. 25 avr. 2021 : <https://blogs.mediapart.fr/frederic-debomy/blog/250421/en-birmanie-l-asean-au-secours-de-min-aung-hlaing>
  - Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.
- 

## **Notes**

[1] L'expression est du D<sup>r</sup> Sasa, membre du NUG.

[2] Ce n'est du reste sans doute pas si simple. On voit aussi depuis le début de la répression combien le SAC cherche à dissimuler ses méfaits. Mais cette conscience de la désapprobation extérieure à de tels actes ne signifie pas nécessairement que ses dirigeants croient avoir tort. Peut-être faut-il aussi modérer l'interprétation de leurs faits et gestes par leur représentation du monde et se souvenir qu'il s'agit non pas seulement d'idéologues mais aussi de prédateurs s'étant accaparés une part substantielle de l'économie du pays.